

# MESSEAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

TE VEA NO TAHITI.

Mahina pac 13 tūru 1877.

MATRINI 26. — N° 28.

PRIX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance)

Un an ..... 48 fr. Six mois ..... 24 fr. Trois mois ..... 12 fr. Un mois ..... 9 fr. centimes

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

Prix des Antennes (en francs)

Les 10 derniers numéros ..... 30 fr. le lot.  
Au-delà de 20 lignes ..... 25 fr.

Tous les abonnements et correspondances sont payés à la moitié du prix de vente des premières émissions.

SOMMAIRE.

DÉPÔTÉE MINISTÉRIELLE. — Dépôts ministériels au sujet de l'admission récente de divers pays dans l'Union générale des postes. — Arrêté du 16 mars 1877, portant fixation des taxes à percevoir, tant en France que dans les colonies françaises, sur les correspondances à destination ou provenant des colonies anglaises, espagnoles et néerlandaises, récemment admises dans l'Union, et brefs extraits de l'ordre ministériel. — MESSAGES COMMERCIAUX. — Movements du port. — ANNONCES. — Observations météorologiques.

PARTIE OFFICIELLE

Dépôtée ministérielle au sujet de l'admission récente de divers pays dans l'Union générale des postes.

Paris, le 29 mars 1877.

MONSIEUR LE COMMANDANT, — M. le Président de la République a signé, le 16 de ce mois, un décret portant fixation des taxes à percevoir, tant en France que dans les colonies françaises, sur les correspondances à destination ou provenant des colonies anglaises, espagnoles et néerlandaises, récemment admises dans l'Union, et brefs extraits de l'ordre du port de Shang-Hai et d'Yokohama et du reste de la Chine et du Japon.

En raison de l'urgence, je vous adresse, dès aujourd'hui, quelques exemplaires du numéro du bulletin mensuel spécial de l'administration des postes, qui renferme, avec le texte du décret précité, dont les dispositions sont applicables, en partie, à compter du 1<sup>er</sup> avril prochain, une instruction adressée au service métropolitain, à l'occasion de l'accession de nouveaux pays aux avantages stipulés par le traité de Berne et de l'assimilation des bureaux français de Shang-Hai et d'Yokohama aux pays compris dans l'Union postale.

Je joins également ici un certain nombre d'exemplaires d'un nouveau bulletin C, indiquant dans quelles conditions pourront être déchargées, à découvert, à partir du 1<sup>er</sup> avril, entre les offices coloniaux et les bureaux ou agents métropolitains, les correspondances à destination ou provenant des pays d'outre-mer.

L'examen de ce tableau vous fera connaître que, par application des dispositions du décret du 16 mars, aucun port étranger ne sera plus bénéficié par les colonies à la métropole du chef des correspondances à destination ou provenant de Shang-Hai ou d'Yokohama.

Le fais insérant au *Bulletin officiel de la marine* le décret dont il s'agit, et j'aurai soin de vous faire parvenir un certain nombre d'exemplaires du tirage à part de cet acte.

Vous voudrez bien pouvoir à sa promulgation dans la colonie, sans attendre en complément d'envoi.

Recevez, etc.

Pour le Ministre et par son ordre :  
Le Directeur des colonies,  
MICHUAUX.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société, Vu l'article 65 de l'instruction ministérielle du 26 juin 1860 ;

Vu l'arrêté local du 21 janvier 1876 portant organisation du service postal dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté local du 2 août 1876 portant promulgation de la législation relative à l'Union générale des postes ;

Vu le décret ministériel du 29 mars 1877, n° 44 ;

Sur la proposition de l'ordonnateur l.f. de Directeur de l'Intérieur,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTIÉ :

Art. 1<sup>er</sup>. Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie et les Etats du Protectorat le décret du 16 mars 1877 portant fixation des taxes applicables aux correspondances à destination ou provenant de divers pays étrangers.

Art. 2. L'ordonnateur l.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera et publié au *Messager*.

Paapeete, le 4 juillet 1877.

L. MICHUAUX.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur l.f. de Directeur de l'Intérieur,

La Banque.

Décret portant fixation des taxes applicables aux correspondances à destination ou provenant de divers pays étrangers.

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 14 floréal an x (4 mai 1802), 3 mai 1853, 17 juin 1857, 3 juillet 1861 et 3 août 1875 ;

Vu les décrets des 18 octobre 1862, 15 et 21 juin 1863, 16 avril 1871, 29 octobre, 10 et 16 novembre 1875, 4 mai et 21 septembre 1876 ;

Vu la convention de poste cophagée le 25 septembre 1856 entre la France et la Grèce-Bretagne ;

Vu le traité d'Union générale des postes signé à Berne le 9 octobre 1871 ;

Vu l'arrangement concernant l'entrée dans l'Union générale des

pôtes de l'Inde britannique et des colonies françaises, et signé à Berne le 27 janvier 1876 ;

Vu les communications du Département des Postes suisses visant l'admission dans l'Union générale des postes, aux conditions de l'arrangement précité, de l'ensemble des colonies espagnoles, des colonies ou établissements britanniques désignés ci-après, et de l'ensemble des colonies néerlandaises ;

Sur le rapport du Ministre des finances et du Ministre de la marine et des colonies,

DÉCRÈT :

Art. 1<sup>er</sup>. Celles des dispositions du décret susvisé du 4 mai 1876 qui concernent les lettres, les cartes postales, les papiers d'affaires, les échantillons de marchandises, les journaux et autres documents échangés entre la France et les îles Océaniennes, sont applicables, tant en France que dans les colonies ou établissements français ou dans les bureaux de postes français à l'étranger, aux correspondances de même nature déchargées, soit par la voie des paquebots français, soit par la voie des services étrangers, entre la France et l'Algérie, les colonies ou établissements français et les bureaux de postes français établis en Turquie, en Egypte, à Tunis et à Tanger, d'une part, et les bureaux français de Shang-Hai et d'Yokohama, l'ensemble des colonies espagnoles (archipel des Philippines et Marianne) en Océanie, possessions de la couronne d'Afrique, Cuba et Porto-Rico en Amérique), les colonies britanniques de l'île de Ceylan, des établissements de Singapour, Penang, Wellesley et Malacca), de l'île de Hong-Kong, de Maurice (y compris les îles Seychelles et autres dépendances de Maurice), des îles de la Gomme anglaise, de la Jamaïque et de la Crimée, et l'ensemble des colonies néerlandaises (Indes et îles de l'Amérique, Guyane hollandaise et Curacao avec ses dépendances), d'autre part.

Art. 2. Toute les correspondances échangées entre la Martinique et la Trinité, entre la Guyane française et la Guyane hollandaise et entre la Réunion et Maurice, et qui ne donneront pas lieu à un transport maritime sur une distance supérieure à 300 milles marins, seront soumises au tarif applicable en France, d'après le décret du 29 octobre 1875, aux correspondances à destination ou provenant de l'Europe et de l'Afrique.

Art. 3. Les correspondances échangées, par la voie de Suez, entre la France, l'Algérie et les colonies ou établissements français, d'une part, et la Chine (moins Shang-Hai et Hong-Kong) et le Japon (moins Yokohama), d'autre part, seront soumises aux taxes et conditions d'envoi indiquées ci-après :

ORIGINE	DESTINATION	DESIGNATION	TAXE A PERCEVOIR	
			POUR CHAQUE LETTER ET PAR QUATRE POIDS DE 15 GR. EN TRACTEUR OU EN PAQUEBOT	POUR CHAQUE PAQUEBOT D'ACHETEMENT OU D'EXPÉDITION ET PAR QUATRE POIDS DE 20 GR.
France, Algérie et colonies françaises	Chine (moins Shang-Hai et Hong-Kong). Japan et Yokohama.	Lettres ordinaires affranchies jusqu'à leur port d'arrimage et les échantillons de marchandise échangés entre les deux ports.	0° 40	*
		Échantillons et imprimeries de papier et de carton, échangés entre les deux ports de Shang-Hai et de Yokohama.	0° 08	*
Chine (moins Shang-Hai et Hong-Kong). France, Algérie et colonies françaises	Lettres ordinaires affranchies jusqu'à leur port d'arrimage et les échantillons de marchandise échangés entre les deux ports de Shang-Hai et de Yokohama.	0° 70	*	
		Échantillons et imprimeries de papier et de carton, échangés entre les deux ports d'arrimage.	0° 10	*

II) Frais d'acheminement obligatoire.

Art. 4. Les taxes et conditions d'envoi auxquelles sont soumises en France les correspondances à destination ou provenant des pays étrangers non compris dans l'Union postale sont applicables de tous points, dans les bureaux de poste français établis en Turquie, en Egypte, à Tunis et à Tanger, à celles des correspondances de même destination ou provenance qui sont expédiées ou reçues par lesdits bureaux.

Art. 5. Les dispositions du décret du 4 mai 1876, visées en l'article 1<sup>er</sup> précédent, sont également applicables, tant aux correspondances adressées de Shang-Hai à Yokohama et vice versa, par l'intermédiaire des bureaux français établis dans ces deux ports, qu'aux correspondances à destination ou provenant des pays étrangers compris dans l'Union générale des postes, expédiées ou reçues par lesdits bureaux de Shang-Hai et d'Yokohama.

Art. 6. Les taxes à reconverser par les bureaux de poste français de Shang-Hai et d'Yokohama, tant sur les correspondances affranchies à destination des pays étrangers non compris dans l'Union générale des postes, que sur les correspondances non affranchies ou partiellement affranchies provenant des mêmes pays, seront perçues, sur les envoyateurs ou sur les destinataires, conformément au tarif ci-après :



Art. 7. Les taxes à acquitter en timbres-poste français pour opérer l'affranchissement des correspondances qui sont expédiées au moyen des paquebots français des ports d'Amérique visités par lesdits paquebots ou pourvus d'agences de postes françaises, seront perçues sur les envois conformément au tarif ci-après :

DESTINATION	DÉSIGNATION	TAXES A PERCEVOIR	
		Pour despatcher à l'étranger et dans les colonies de la France	Pour toutes les autres postes à l'étranger et dans les colonies de la France
DES CORRESPONDANCES	DES CORRESPONDANCES		
Français versés par les négociants français et étrangers au moins 1 franc que le poste d'envoi reçoit.	Lettres ordinaires affranchies jusqu'à 1 franc de débarquement et 5 francs de taxe intérieure d'affranchissement de toute autre affranchissement jusqu'à point de dé- barquement 8.	* 33 * 33 * 33	* Pour toutes les autres postes à l'étranger et dans les colonies de la France de 10 gr. et plus de 10 gr. et plus de 10 gr. et plus de 10 gr.
Frais d'expédition par un négociant qui le poste d'envoi reçoit, mais dont le poste d'envoi ne paie pas la partie d'envoi par son peigneur des lieux de renvoi ou de destination (sans passer par la France).	Autres lettres ordinaires affranchies jusqu'à 1 franc de débarquement et 5 francs de taxe intérieure d'affranchissement jusqu'à point de dé- barquement 8.	* 33 * 33 * 33	* 33 * 33 * 33
Colisages français et étran- gères diversifiés par les négociants qui le poste d'envoi reçoit, mais dont le poste d'envoi ne paie pas la partie d'envoi par son peigneur des lieux de renvoi ou de destination (sans passer par la France).	Autres lettres ordinaires affranchies jusqu'à 1 franc de débarquement et 5 francs de taxe intérieure d'affranchissement jusqu'à point de dé- barquement 8.	* 33 * 33 * 33	* 33 * 33 * 33
Frais laissés partis de l'Union européenne, y compris Tangier et, lorsque applicable, les colonies dépendantes, cinq sous.	Lettres ordinaires affranchies jusqu'à destination 8.	* 80 * 80	* 80 * 80
Shipping et Yachting, com- muni aux agents actuels ces deux départements et à l'ensemble d'entreprises comme à l'étranger.	Autres lettres ordinaires affranchies jusqu'à destination 8.	* 40 * 40	* 40 * 40
Frais d'expédition aux fins d'émission de permis d'entre- posage qui sera décaissé ci-dé- sous.	Lettres ordinaires affranchies jusqu'à destination 8.	* 33 * 33	* 33 * 33

Art. 8. Sont et demeurent abrogées celles des dispositions des décrets susvisés qui s'appliquent aux correspondances échangées entre la France et les colonies françaises, d'une part, et la Chine et le Japon (voie de Suez), les colonies néerlandaises, espagnoles et enclaves ci-dessus nommées, d'autre part.

Sont et demeurent également abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, les dispositions des décrets susvisés qui fixent les taxes et les conditions d'envoi des correspondances pour l'étranger déposées dans les bureaux de poste français du Levant, de Tanger, de Tunis, de Shang-Hai et d'Yokohama, et dans les agences postales françaises d'Amérique, ainsi que les taxes à per-

agences postales étrangères ou nantaises, ainsi que les autorités pour cevoir sur les correspondances provenant de l'étranger distribuées par les bureaux français.

**Art. 10.** Le Ministre des finances et le Ministre de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Digitized by Google

Signé : MM<sup>e</sup> DE MAC-MAHON.

Le Sénateur, — Le Vice-amiral, Sénateur,  
Ministre des finances, — Ministre de la marine et des colonies,

Signé : LÉON SAY. Signé : L. FOURICHON.

—  
—

*Etablissements.*

Vu l'ordonnance du 14 janvier 1829 sur les boaneurs à rendre

aux gouverneurs de la Guyane française, rendue applicable à la colonie par l'instruction ministérielle du 26 juin 1860;

Vu la dépêche ministérielle du 27 avril 1877annonçant que,

par décret présidentiel du 18 du même mois, M. Laborde, commissaire général de la marine, a été nommé Commandant et Commissaire de la République aux îles de la Société, en remplacement de M. Michaux, promu commissaire général et appelé à d'autres fonctions,

Décret :  
A l'arrivée sur rade du bâtiment appartenant le nouveau Commandant et Commissaire de la République, le capitaine de port et l'aide de camp se rendront à bord pour le complimenter et prendre ses ordres au sujet de son débarquement. Il l'accompagneront quand il descendra à terre.  
La garnison, qui comprend la gendarmerie, prendra les armes et se rangeront en bataille sur le quai près de l'endroit où sera débarqué le décret. Les troupes porteront les armes, les trompettes ou les clairons sonneront au champ et la batterie de campagne fera une salve de neuf coups de canon,

Un piéton de gendarmerie, commandé par un maréchal-des-logis, ou, à défaut, par un brigadier, formera la haie et accompagnera l'escorte.



